

LES INITIATIVES DE M. GISCARD D'ESTAING ET DE M. D'ORNANO

L'architecture du président

Le président de la République a l'ambition déclarée d'attacher son nom à un renouveau de l'architecture française. Il l'avait laissé entendre à l'UNESCO, en octobre 1977, lors d'un colloque organisé par l'Académie d'architecture. Si les bienfaits de ce haut patronage ne sont pas encore visibles sur le terrain, l'atmosphère a changé.

Il fut un temps où les ministres de la culture découvraient avec surprise qu'ils étaient responsables non seulement des monuments mais aussi de l'architecture contemporaine, du patrimoine en train de se constituer. La pauvre direction de l'architecture bataillait dans son coin pour faire passer quelques idées, sauvait la face en travaillant la main dans la main avec de plus riches qu'elle, organisait des consultations en douce pour améliorer, avec un succès mitigé, les projets dont elle pouvait avoir connaissance.

La direction de l'architecture n'est pas beaucoup moins pauvre aujourd'hui, mais son ministre, celui de l'environnement, M. Michel d'Ornano, sait qu'elle existe. L'architecture est le domaine réservé du président de la République, et le ministre est un homme du président. Pour un oui, pour un non, il est prêt à parler d'architecture, à inaugurer des expositions, à visiter des villes nouvelles, à payer de sa personne pour montrer aux Français combien ils devraient avoir envie d'architecture.

Il l'a encore fait le mardi 23 septembre, en inaugurant à Beaubourg l'exposition de la Biennale de Paris sur « l'Urbanité ». Le ministre a redit, à cette occasion, l'espoir qu'il met dans les jeunes talents créateurs, « les architectes de moins de quarante ans » ; il a relevé la diversité des courants de pensée et affirmé la volonté du gouvernement de « faire cesser le divorce entre l'architecture et le public ». La campagne des « 1 000 jours », la multiplication des concours, grands et petits, et la création de l'Institut d'architecture, hironnelles officielles, feront-elles le printemps promis ?

La campagne des « 1 000 jours » est à mi-course puisqu'elle fut lancée le 28 mai 1979. C'était, sans mesquinerie, une campagne qui va plus loin que le septennat, une campagne pour réconcilier les Français et l'architecture. D'abord, on a fait feu de tout bois.

L'idée avait été jetée avant qu'on y ait mûrement réfléchi, et on a vite imprimé des banderoles pour marquer du sceau des « 1 000 jours » les livres qui attendaient chez l'éditeur, les expositions en train de naître, les conférences, les débats qui tournaient autour du sujet. Personne ne s'est plaint de cette respectabilité publique accordée du coup à une discipline un peu maudite, adulée ou vilipendée sans être toujours comprise.

Repêchage

Tandis qu'on bavarde, utilement parfois, comment bouge l'architecture construite ? Les jeunes talents n'avaient, pour s'exprimer, que les concours : toujours tenter sa chance, « toucher » rarement. C'est la dure loi du genre. Au point qu'on a imaginé une sorte de session de repêchage. La direction de l'architecture a lancé, l'hiver dernier, un appel d'offres pour que les lauréats des concours sans chantier présentent leurs œuvres de papier. Sept équipes ont été sélectionnées qui vont bénéficier d'une sorte de publicité gratuite par le biais d'une plaquette qui sera diffusée auprès d'éventuels contractants. Certains pourront ainsi pénétrer jusque dans les consultations les plus sélectives organisées pour quelques grands projets. A côté des inévitables mandarins, à côté des anciens jeunes établis, il est de bon ton, par les temps qui courent, de placer quelques « vrais » jeunes outsiders. On l'a fait pour la Défense, pour La Villette. C'était moins évident pour les Halles et Bercy, mais la Ville de Paris, plus casanière, ne voulait sans doute pas s'encombrer de talents trop turbulents.

En lançant prochainement un grand concours de bâtiments publics avec une procédure de choix « exemplaire », M. d'Ornano admet implicitement que les procédures actuelles ne le sont pas. Arrangements à l'échelon local, routine et copinage plus ou moins institutionnels, c'est le lot de la plupart des concours à la fois pour des raisons de coût, de simplicité et de politique.

Au sommet, les pouvoirs publics ont mis au point tacitement une procédure particulière : sélection arbitraire d'une vingtaine de noms pris dans le bottin des architectes de plusieurs tendances, choix de quelques projets, continuation d'études plus fines avec le moins possible d'équipes. Quand les maquettes aboutissent à l'Elysée, une autre règle implicite est respectée : les concurrents sont français bien sûr. On veut surtout éviter pour le Musée d'Orsay, La Villette ou la Défense, la mésaventure de Beaubourg, et ne pas avoir à choisir, parce qu'il sera le meilleur, un étranger, même si on doit se lamenter en privé de la médiocrité des propositions et, pour La Villette, des résultats consternants de la consultation. Le grand public est totalement écarté des choix faits personnellement par le président de la République. Le débat éventuel dans la presse est soigneusement évité par un strict secret gardé sur les projets et les maquettes jusqu'au jour J.

Ce débat sur l'architecture, refusé au plus haut niveau autour des projets de prestige, c'est l'Institut français voulu par M. Giscard d'Estaing (le Monde du 12 août 1979) qui devra l'animer. Pour avoir trop longtemps hésité sur les noms de ceux qui pourraient le diriger et avoir ainsi retardé de plus d'un an sa possible ouverture, le président ne pourra pas l'inaugurer avant les élections... Juste une visite de chantier peut-être. L'Institut s'installe en effet dans l'hôtel de Brancas, rue de Tournon, dans le 6^e arrondissement, où des travaux sont nécessaires pour en faire un lieu d'expositions, de conférences et de débats et un centre de documentation. Une salle de réunion de 200 places avait d'abord été prévue sous le jardin romantique et désordonné. Elle pourrait éventuellement être construite

sous la cour pavée, si le propriétaire de l'immeuble, architecte des monuments historiques, renonce au parc de stationnement qu'il envisageait à cet endroit.

Situé au cœur de l'un des quartiers les plus chics de la capitale, l'Institut sera d'abord un point de rencontre pour le gratin architectural. On avait un moment envisagé la construction d'un immeuble dans une ville nouvelle, mais il aurait fallu, pour que l'opération soit réussie, que les problèmes de qualité de l'architecture française — que l'Institut est censé améliorer — soient déjà résolus.

Que fera l'Institut ? Son président, M. Jean Narbonne, conseiller d'Etat, mais qui a bien d'autres casquettes, et son directeur, M. Francis Dolfus, qui suit l'architecture depuis plusieurs années et dernièrement à Matignon, sont formels : l'Institut va « donner à faire plutôt que faire lui-même » ; il ne doit pas entrer en concurrence avec les organismes qui existent et « rester au-dessus de la mêlée ».

Ses animateurs veulent mettre en valeur l'architecture française, stimuler les jeunes talents, mettre en compétition les architectes, éduquer et former le goût des décideurs et du grand public, faire parler l'architecture enfin. Vaste programme plein de chausse-trapes.

Réorganisation

L'Institut devra attirer la nouvelle élite et « faire fructifier les talents ». Mais M. Narbonne est conscient qu'il ne doit pas « abriter les architectes du Roy » et faire de la rue de Tournon ce que n'est plus la Villa Médicis à Rome. Dans un milieu aussi partagé entre des écoles rivales, où le tâtonnement de rigueur ne cache pas les jalousies entre différentes générations, où les « jeunes » auraient tendance à jouer les nouveaux mandarins, les manœuvres sont délicates. On veut ainsi rassurer M. Alain Gillet, président de l'ordre des architectes, qui aura sa place au conseil d'administration, tout en n'écartant pas les « zozos » qu'il essayait déjà de faire chasser du comité d'orientation... Mais l'ordre, qui tarde tant à développer l'effort pédagogique commencé

avec sa nouvelle refonte, n'a de leçons à donner à personne.

Des institutions plus ou moins concurrentes existent aussi dans l'administration elle-même : Plan-construction pour favoriser l'innovation dans le logement ; Mission Tricot pour la qualité des constructions publiques. Il semble que ces deux organismes, dont l'ancienneté, les moyens et les méthodes sont fort différents, soient prochainement, à l'occasion du départ de MM. Bernard Tricot et Paul Delouvrier, réunis en un seul qui pourrait être confié à M. Jean-Michel Bloch-Lainé, actuel délégué à l'architecture. Mais ils ne seraient pas annexés, pour l'instant, par l'Institut.

Avec un maximum de trente personnes à terme et un budget (insuffisant) de 5 millions en 1981, celui-ci a déjà plusieurs objectifs en tête : formation de maîtres d'œuvre et de décideurs ; diffusion des idées (audition, expositions, émissions de télévision) ; accueil de personnalités étrangères ; aide à la création pour promouvoir une architecture de qualité (concours, etc.) ; documentation et archives dont la constitution pourrait être confiée à Maurice Culot, qui a fait, dans ce domaine, un remarquable travail à Bruxelles.

Ce programme ne sera vraiment efficace que si l'Institut, avant même d'exister pour le grand public, évite les chapelles sans se perdre dans le marais des convenances et des compromis.

L'hypothèse est confortable : l'architecture sera belle et bonne quand les Français le voudront, quand ils en auront envie. De ce désir latent, M. d'Ornano a déclaré un jour avoir décelé comme un « frémissement ». Les retrouvailles fréquentes autour de coupes de champagne sont une façon comme une autre de fêter les mille joies de l'architecture, et il est bon que l'intelligentsia ait enfin mauvaise conscience de ne pas avoir exploré ce champ de la sensibilité. Mais on ne pourra pas en rester là. « Quand on prononce le mot architecture, les yeux brillent », disait un ancien directeur de l'architecture. Il reste encore cinq cents jours pour parler d'architecture et, éventuellement, pour en faire.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

Jacinte

Mensuel n° 60 *Sept 80*
22 bis, rue des Volontaires,
75740 Paris Cedex 15
Tél. : 734.16.45
Abonnements. Tél. : 375.96.60

L'art de demain

Un must, la 11^e Biennale de Paris qui se tiendra, après trois années de silence, à la fois au musée d'Art moderne et au Centre Pompidou. Si vous vous intéressez à l'art et si vous voulez connaître les toutes dernières tendances (voire les dernières outrances) internationales, vous vous devez d'y passer une ou deux après-midi. Ayant tous moins de 35 ans, des artistes et des créateurs confronteront toutes les formes de leur imagination,

sans distinction ni hiérarchie entre les genres. Un panorama objectif de la création à travers le monde avec tout ce qu'elle peut comporter d'excellent ou d'exécutable. Cette année outre les sections d'arts plastiques, d'architecture et de musique, deux nouveaux départements de photos et de film expérimental.

Du 20 septembre au 3 novembre, Musée d'Art moderne 11, av. du Président-Wilson, 75116 Paris, tous les jours sauf lundi de 10 h à 20 h. Centre Pompidou, 75003 Paris, tous les jours sauf mardi de midi à 22 h.

LA CROIX

5, rue Bayard - 8^e

26 Sep 1980

La Biennale d'art contemporain de Paris est ouverte « La sonde idéale d'une culture »

La Biennale de Paris, avec un an de retard (puisque la dernière date de 1977), a ouvert ses portes, samedi, et se poursuivra jusqu'au 2 novembre.

Cette Biennale des jeunes (moins de 35 ans) s'ouvre de nouveau à toutes les formes d'expression et à tous les styles. Plus de 300 artistes, 7 sections, permettent d'offrir au public un panorama, sinon objectif, du moins d'une grande diversité, de la création

Lors de la journée de présentation, on entendait parler anglais, allemand, espagnol, chinois... Des artistes de 43 pays participants étaient là.

Il ne s'agit plus, aujourd'hui, d'esthétisme, de normes chères à l'art classique. Mais, pour cette Biennale, on a choisi des travaux bourrés de

qualité et de culture où se conjuguent avec talent l'œuvre et l'espace d'exposition, l'unicité et l'universalité, la citation et l'innovation, le conformisme et sa subversion. Ici, c'est la créativité qui prime ; créativité dans chaque section et, au sein d'une même section, dans différentes tendances.

La plupart des artistes présents ce jour d'inauguration, ne parlaient tous que de « communication ». On ne fait plus de l'art pour soi, pour la beauté des choses, ou même uniquement pour exprimer ce que l'on ressent ; mais pour communiquer avec autrui.

Encore faut-il que les gens aillent à cette Biennale avec ces mêmes conceptions de la communication. Il faut, en effet, reconnaître que nos contemporains demeurent,

pour la plupart, soumis à une conception formelle de l'art considéré comme objet en soi, ce qui sécularise et autorise l'utilisation de normes garanties par le passé, voire la tradition.

Or, les progrès scientifiques influencent directement la création artistique. Cette manifestation montre bien que, de nos jours, on ne peut plus bannir la relation art-science.

C'est dans cet état d'esprit seulement que l'on pourra aller à la découverte de ces « rétro-moins de notre temps ». Découvertes d'art plastique, photographie, vidéo, cinéma expérimental, livre et édition, musique contemporaine et architecture.

On pourra, d'ailleurs, pour cela participer aux colloques organisés dans le cadre de

cette Biennale sur l'acceptation de l'art actuel. Encore faudrait-il définir ce qu'est cet art. « L'art contemporain vit une crise qui est plus celle de sa propre définition que de la qualité de la création », remarquent les organisateurs. En tout cas, une chose est sûre : cette Biennale préserve le sens de l'aventure qui nous est nécessaire. « Elle reste la sonde idéale d'une culture, d'une sensibilité, d'une époque. »

Anne SAMSON

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Mercredi jusqu'à 20 h. Section architecture : Centre Georges-Pompidou, tous les jours, sauf mardi, de 12 h à 22 h, samedi et dimanche de 10 h à 22 h.